Octobre 2012

F

COMITÉ DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE MONDIALE

Trente-neuvième session
Rome (Italie), 15-20 octobre 2012
ALLOCUTION DE M. M.S. SWAMINATHAN PRÉSIDENT DU COMITÉ DIRECTEUR DU GROUPE D'EXPERTS DE HAUT NIVEAU SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les membres du Bureau du Comité de la sécurité alimentaire mondiale,
Excellences,
Monsieur le Directeur général de la FAO,
Monsieur le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies,
Madame la Directrice exécutive du PAM,
Monsieur le Président du FIDA,
Mesdames et Messieurs les membres du Groupe consultatif,
Mesdames et Messieurs les ministres,
Mesdames et Messieurs les délégués et observateurs,
Mesdames et Messieurs,

C'est un grand honneur pour moi d'être ici et de m'adresser à cette assemblée unique de responsables politiques dévoués à la cause d'un monde libéré de la faim. L'année dernière, en ma qualité de Président du Comité directeur du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, j'ai présenté nos deux rapports, sur les thèmes suivants:

1) Régimes fonciers et investissements internationaux dans l'agriculture,
2) Instabilité des prix et sécurité alimentaire,

au nom du Comité directeur du Groupe d'experts, ainsi que des responsables et des membres de nos équipes de projet et de l'ensemble des participants à nos consultations électroniques. Je tiens à exprimer toute ma gratitude au CSA pour l'attention qu'il a portée à nos recommandations ainsi que pour les mesures qu'il a mises en œuvre dans ce cadre. Aujourd'hui, ces questions conservent toute leur pertinence et une vigilance de tous les instants est indispensable pour éviter que la volatilité des

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

prix ne vienne aggraver la faim, que des terres agricoles de premier ordre ne soient converties à d'autres usages, et pour garantir aux petits exploitants un accès sûr à leurs terres.

Au cours de notre deuxième année d'activité, nous avons été en mesure de publier, selon votre souhait, les deux rapports suivants:

1) La protection sociale pour la sécurité alimentaire,
2) Sécurité alimentaire et changement climatique.

Ces rapports ont été établis à votre demande, et je suis dès lors persuadé qu'ils retiendront toute votre attention et donneront lieu à des initiatives appropriées. Vous savez que le Groupe d'experts de haut niveau adopte, pour l'élaboration de ces rapports, une méthode transparente et sans exclusive. J'ai souvent rappelé que le **processus** d'élaboration d'un rapport d'étude destiné à éclairer la mise en œuvre d'initiatives intergouvernementales était tout aussi important que le **produit** lui-même. Nous avons donc répertorié toutes nos procédures internes dans un document disponible sur le site web du Groupe d'experts de haut niveau.

Il était prévu que le mandat de l'actuel Comité directeur prenne fin à la présente session; toutefois, nos membres sont convenus de demander au Bureau du CSA de poursuivre leurs travaux jusqu'en octobre prochain, afin de pouvoir achever les deux nouveaux rapports que vous nous avez commandés. Cette prolongation permettra également de préparer une transition harmonieuse, fondée sur un juste équilibre entre la continuité et le changement dans la composition du Comité. Les rapports 2013 portent sur les thèmes suivants: les biocarburants et la sécurité alimentaire, et l'investissement des petits exploitants et la sécurité alimentaire. Le rapport sur l'investissement des petits exploitants tombera particulièrement à point, puisque **l'Organisation des Nations Unies a décidé de proclamer 2014 « Année de l'agriculture familiale ».**

La persistance de la faim suscite des inquiétudes de plus en plus vives au sein des gouvernements. Cette année, la volatilité des prix des céréales de base s'est accrue en raison de la sécheresse à grande échelle qui a frappé les États-Unis et d'autres parties du monde, notamment mon pays, l'Inde. Le Comité directeur et nos équipes de projet ont dès lors accordé une attention considérable aux moyens qui permettraient d'atténuer les effets néfastes de ces conditions climatiques défavorables sur la production végétale. Nous débattrons de ces rapports aujourd'hui.

En tant que scientifiques, nous ne pouvons laisser les barrières institutionnelles ou nos propres connaissances spécialisées réduire le champ d'application ou mettre en péril la rigueur de notre analyse. Il existe de nombreux rapports sur le changement climatique et ses effets potentiels sur la sécurité alimentaire. Nous les avons étudiés, et avons examiné les problèmes de manière globale. Par exemple, dans le domaine du changement climatique, nous nous sommes particulièrement intéressés aux conséquences de la hausse des températures moyennes, de la fréquence accrue des événements météorologiques extrêmes comme les sécheresses, les inondations, les tempêtes côtières et les tsunamis, de la fonte des glaciers et de l'élévation du niveau des mers. Dans tous ces cas, nous avons tenté d'attirer l'attention sur des mesures réalisables, tant sur le plan de l'adaptation que sur celui de l'atténuation. Bon nombre des mesures que nous recommandons pour stabiliser la production vivrière et réduire la volatilité des prix sont souhaitables, qu'il y ait ou non changement climatique. Dans les petites exploitations, il est à conseiller de créer un bassin de récupération des eaux de pluie et d'installer un méthaniseur. Quelques arbres fixateurs d'azote comme le *Faidherbia albida* pourraient en outre être plantés, pour améliorer la qualité du sol tout en créant des réservoirs de carbone. D'après certains rapports, accroître la séquestration du carbone du sol d'une tonne par hectare et par an dans la zone racinaire pourrait permettre d'augmenter la production vivrière de près de 30 à 50 millions de tonnes. En d'autres termes, notre message est le suivant: nous devons voir dans le fléau du changement climatique une occasion de promouvoir une véritable révolution verte dans nos exploitations, caractérisée par un accroissement perpétuel de la productivité qui ne nuise pas à l'environnement.

Près d'un tiers de la population mondiale vit à proximité des côtes. Des études et des actions préventives sont nécessaires pour protéger les communautés côtières de l'élévation du niveau des mers et de l'intrusion d'eau saline. Le plan d'action préventif visant à garantir la sécurité des écosystèmes et des moyens d'existence dans les zones côtières doit notamment prévoir: i) l'implantation de boucliers

naturels, de mangrove ou autres, le long du littoral; ii) la culture de riz et d'autres variétés résistants à la salinité; iii) la mise au point de systèmes de gestion des terres et de l'eau pour l'agroforesterie et l'aquaculture côtière; et iv) la conservation et l'utilisation de plantes halophytes.

Il faut étudier les possibilités relatives à l'agriculture à l'eau de mer, qui sous-entendrait la multiplication des exploitations agroaquacoles. La culture d'halophytes présentant un intérêt économique et l'élevage d'espèces de poissons résistantes au sel contribueront à renforcer la sécurité alimentaire et à sécuriser les moyens d'existence des communautés côtières. **Nous recommandons dès lors le lancement d'un mouvement scientifique sur l'agriculture à l'eau de mer pour la prospérité des zones côtières, le long des côtes et dans les petites îles.** Après tout, les ressources hydriques de la planète sont constituées à 97 pour cent d'eau de mer.

Le 12 septembre dernier, à Rome, nous avons lancé deux rapports destinés à faciliter l'examen détaillé de ces recommandations. Je remercie MM. Stephen Devereux et Jerry Nelson, les deux chefs d'équipe, d'avoir pris le temps de se joindre à nous aujourd'hui. Ils pourront prendre part à la discussion lorsque la question sera abordée, cet après-midi. Dans le domaine de la protection sociale, nous avons recommandé l'adoption d'un « **socle de sécurité alimentaire minimale** » conjointement à la formulation de politiques nationales en matière de sécurité alimentaire, car ce concept aidera à promouvoir la convergence et les synergies entre les facteurs alimentaires et non alimentaires jouant un rôle dans l'accès aux aliments, leur disponibilité et leur absorption.

Parallèlement à la présente session du CSA se tient à Hyderabad (Inde) la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique. La biodiversité dans le contexte de la sécurité alimentaire est l'un des thèmes de préoccupation majeurs de cette onzième Conférence des parties. L'une de nos recommandations est de diversifier l'assortiment alimentaire afin d'y inclure les cultures traditionnelles en voie de disparition. Dans le passé, la sécurité alimentaire et sanitaire reposait sur plusieurs centaines de cultures, mais petit à petit cinq ou six d'entre elles sont commencé à dominer le marché de l'alimentation. Les millets appartenant aux variétés *Panicum, Pennisetum, Paspalum, Setaria* et autres sont à la fois nutritifs et intelligents face au climat. Il conviendrait dès lors de s'y référer comme à des **céréales intelligentes face au climat et à haute valeur nutritive** plutôt que comme à des **céréales secondaires.**

Nous avons également recommandé la publication d'un **Baromètre annuel de la protection sociale** qui rassemblerait des données sur l'efficacité et l'impact des différentes mesures de protection sociale mises en œuvre dans le monde. À titre d'exemple, la publication « Programme Faim Zéro » de MM. Jose Graziano Da Silva, Mauro Eduardo Del Grossi et Caio Galvao De Franca fait clairement apparaître les raisons du succès de ce programme. Il présente plusieurs caractéristiques novatrices qui mériteraient d'être mieux connues. J'espère que la FAO, le PAM ou le FIDA prendront la responsabilité d'instaurer ce Baromètre annuel de la protection sociale, afin que nous puissions gagner du temps en tirant des enseignements des différentes expériences, fructueuses ou non.

Comme je l'ai déjà mentionné, les rapports 2013 auront trait aux biocarburants et à l'investissement des petits exploitants dans le contexte de la sécurité alimentaire. Nous avons également suggéré au Bureau que les deux thèmes suivants fassent l'objet d'études et d'analyses approfondies en 2014:

1) Le rôle des ressources bioaquatiques dans la sécurité alimentaire
2) L'agrobiodiversité, les ressources génétiques et la sécurité alimentaire

Nos rapports ayant pour vocation de répondre à la demande, il appartiendra au CSA de définir dans quels domaines prioritaires il souhaite obtenir la contribution du Groupe d'experts de haut niveau.

Je tiens à exprimer officiellement notre gratitude à M. Yaya Olaniran, Président du CSA, ainsi qu'aux membres du Bureau du CSA pour leurs conseils et leurs encouragements. Mes remerciements les plus sincères vont également à Mme Maryam Rahmanian, Coprésidente, et aux membres du Comité directeur. Tous donnent de leur temps à titre gracieux pour ce travail de première importance. Je remercie en particulier le Gouvernement français pour nous avoir offert les services de M. Vincent Gitz afin qu'il assure le rôle de Coordonnateur du Groupe d'experts de haut niveau. Il a accompli un travail exceptionnel et si nous avons été en mesure de respecter les délais et le cadre de nos attributions, c'est à lui que nous le devons.

Merci aux membres du Comité directeur Catherine Bertini, Alain de Janvry et Huajung Tang, qui ont endossé une charge de travail supplémentaire en assurant la coordination du suivi de l'élaboration des rapports. Notre dernière réunion s'est tenue à Saint-Pétersbourg, grâce au soutien du Gouvernement russe et aux efforts inlassables de notre membre Igor Tikhonovich. Le dévouement des chefs et des membres de nos équipes de projet a joué un rôle déterminant dans le succès de notre travail. Nous leur devons beaucoup.

De toute évidence, le travail de notre Comité n'aurait pas été possible sans le généreux soutien des donateurs. Je tiens en particulier à remercier les Gouvernements de l'Australie, de l'Espagne, de la France, de l'Irlande, du Royaume-Uni, de la Russie, de la Suisse et de l'Union européenne pour leur générosité. Nous travaillons de manière très rentable; notre budget annuel s'élève à environ 1 million de dollars et couvre toutes nos dépenses, y compris la traduction. Je souhaite remercier les éminents spécialistes qui ont travaillé gratuitement, mus par leur dévouement à la cause d'une sécurité alimentaire mondiale durable. Grâce aux consultations électroniques, nous avons pu bénéficier de l'avis d'un grand nombre de scientifiques du monde entier. Je suis fier de dire qu'au sein de nos équipes, nous avons mobilisé un nombre égal d'experts issus de pays de l'OCDE (45 pour cent) et d'autres pays (55 pour cent), donnant à notre action un caractère véritablement international.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les délégués:

Le 12 août 2012, jour de la cérémonie de clôture des Jeux olympiques de Londres, le Gouvernement britannique a lancé un programme destiné à sauver 25 millions d'enfants des retards de croissance provoqués par la malnutrition, et ce entre aujourd'hui et 2016, année des prochains Jeux olympiques, qui se dérouleront à Rio de Janeiro. Il s'agit d'une initiative louable, et j'espère qu'elle permettra d'infuser l'esprit olympique dans la lutte contre la faim. Faisons preuve de la même volonté et de la même détermination à réussir que celle qui porte nos athlètes olympiques.